

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 288

du 27 AOÛT 2025

mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter certaines prescriptions pour ses installations exploitées sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R.171-8 ;
- Vu** le règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifié concernant les polluants organiques persistants ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (dit « arrêté cadre »), réglementant les ateliers exploités par la société TotalEnergies Petrochemicals France, situés sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** le rapport du 24 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le courriel du 25 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société TotalEnergies Petrochemicals France de la mise en demeure envisagée à son encontre ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par la société TotalEnergies Petrochemicals France dans le délai imparti ;

Considérant que la quantité d'émulseur contenant notamment du PFOA stockée sur le site est supérieure à 50 kg (126 500 litres d'émulseurs) ;

Considérant que l'article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifié prévoit que :

« 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) n° 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II. » ;

Considérant, par conséquent, que l'exploitant devait transmettre les informations demandées dans l'article 5.2 du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 susvisé au plus tard à la date du 4 juillet 2021 à la direction générale de la prévention des risques du ministère en charge de l'écologie, autorité compétente de l'État français ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre des éléments permettant de justifier de la transmission à la direction générale de la prévention des risques de la notification de l'état des stocks de PFOA ;

Considérant que la direction générale de la prévention des risques a confirmé à l'inspection des installations classées, par courriel du 26 juin 2025, l'absence de transmission par l'exploitant de la notification de l'état des stocks de PFOA contenus sur le site ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société TotalEnergies Petrochemicals France dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, la Défense 6, 92400 Courbevoie, est mise en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour ses installations situées sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold, de respecter les dispositions suivantes de l'article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifié susvisé :

« [...] 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) n° 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II. [...] ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont copie est adressée, pour information au maire de Saint-Avold et au sous-préfet de Forbach - Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Richard Smith

